

Economie du Sud de l'Europe et économie de la connaissance

Introduction de Massimo D'Alema

Mesdames, Messieurs,

Je tiens avant tout à saluer Monsieur le Premier Ministre, Costas Simitis, et lui exprimer l'estime et l'amitié que je nourris pour lui et son gouvernement. Il y a un an environ, ici même à Athènes, j'ai rappelé que la passion pour la liberté et la démocratie a été le terrain sur lequel se sont historiquement rencontrés nos deux pays. J'entendais souligner ainsi le fait que nous ne sommes pas seulement des pays voisins mais que nous partageons une histoire, des valeurs et des inspirations communes.

Je désire également remercier les organisateurs de ce congrès – le Pasok et la délégation socialiste au Parlement européen – pour l'invitation qu'ils ont bien voulu m'adresser et l'occasion qu'ils m'ont offerte d'intervenir sur un sujet particulièrement intéressant et d'une grande actualité.

* * *

Dans le titre de cette table ronde s'inscrit le destin de la politique des années à venir. La formation et la connaissance seront, en effet, toujours davantage les ressources sur lesquelles miser si nous voulons construire une Europe forte et compétitive. L'enjeu majeur consiste donc à rattraper le retard – parce que de retard il s'agit à cet égard – des pays du pourtour de la Méditerranée par rapport aux pays du Nord de l'Europe.

Il s'agit d'un objectif accessible, à notre portée, qui exige cependant un point de départ fondé sur une prémisse partagée : à savoir que la mondialisation de l'économie, des savoirs, des marchés, n'est pas un totem à abattre, mais une extraordinaire opportunité de croissance et de développement que la gauche doit saisir et maîtriser.

C'est à ce niveau que se situe une première ligne de démarcation entre ceux qui voient dans la mondialisation une homologation dangereuse, voire la perte des respectives identités nationales, et ceux qui captent, par contre, dans ces processus l'occasion, non dénuée de risques et de contradictions, d'une récupération des valeurs sur lesquelles se fonde notre civilisation.

Voilà donc le premier problème à résoudre : la démocratie, la cohésion sociale, un développement économique régulé, sont-ils encore des valeurs compatibles avec les réglementations et les équilibres en voie de définition ?

Notre pari – le pari du socialisme européen – est que non seulement ces valeurs sont compatibles avec les perspectives actuelles du développement mais qu’elles peuvent y puiser un élan et un assentiment renouvelés.

Pour ce faire, il est fondamental que le camp des forces réformistes devienne le chef de file des changements profonds, dans la structure des marchés, la qualité du travail, la fonction du savoir, qui sont en train de modifier nos modèles de société et de coexistence.

Nous ne pouvons nous soustraire à cette obligation dès lors que la gauche, quand elle a été perçue comme une force de conservation – autrement dit quand elle a choisi de résister à l’innovation – a toujours été perdante.

C’est là une erreur que nous devons éviter. Nous en sommes capables, non seulement parce que nous avons prouvé, au cours de ces dernières années, que nous possédons la culture et les outils nécessaires pour régir cette phase du développement, mais également parce qu’il n’existe pas aujourd’hui une alternative concrète.

Cet argument vaut en particulier pour l’Italie où, on le sait, nous sommes appelés à nous mesurer avec une droite anormale,

paradoxalement imprégnée de caractéristiques antilibérales et prisonnière de valeurs qui sont en conflit avec une vision moderne de la politique et de la démocratie.

Mais ceci vaut d'une façon plus générale pour l'Europe confrontée à des choix décisifs pour son avenir.

La tenue de l'euro, une nouvelle assise institutionnelle après le demi faux pas de Nice, les délais et modalités de l'élargissement, sont autant de chapitres d'un agenda qui voit dans la famille socialiste – et c'est là le point important – le seul et véritable axe stratégique capable de mener à bon port la transition amorcée sur ces terrains.

Déclinées selon cette optique, l'existence et la vitalité d'un noyau de valeurs communes font aujourd'hui de la gauche européenne le véritable protagoniste de l'époque qui décidera de la fonction de l'Europe au sein des nouveaux équilibres mondiaux.

Naturellement, il est tout aussi important de comprendre si l'Europe arrivera à cet objectif unie ou clivée en deux tronçons. En particulier, si les pays du bassin méditerranéen seront capables d'exploiter à fond les occasions qui leur sont offertes du point de vue d'un nouvel aménagement stratégique de leur rôle.

Il est clair qu'une Europe divisée entre l'innovation au Nord et des niches marginales de marché au Sud est une Europe dont les potentialités sont réduites de moitié.

Ce serait proposer de nouveau un modèle qui finirait par appauvrir ces mêmes potentialités de la partie la plus riche et la plus avancée du continent.

Le véritable problème est d'assumer l'éducation, l'accès aux nouvelles technologies, la formation continue, la synergie entre recherche appliquée et innovation comme les vrais facteurs moteurs et inclusifs aux fins du développement de l'Union.

Il ne s'agit donc pas de développer vers le Sud de l'Europe des politiques d'assistance, mais de considérer cette région comme un investissement stratégique dans le cadre du processus d'intégration et d'élargissement.

Il est évident que cette réflexion impose à nous autres aussi – aux gouvernements concernés – une prise de responsabilité diverse de celle du passé. Je pense à la cohérence avec laquelle nous avons soutenu dans notre pays, au cours de ces dernières années, une action rigoureuse d'assainissement, outre des politiques fiscales et budgétaires rigides. Nos comptes publics et l'entrée dans le groupe chef de file de la monnaie unique sont

autant de preuves du sérieux et de la rigueur investis dans la poursuite de ces objectifs.

Et je pense en outre au fait que nous avons investi, comme jamais auparavant, dans la recherche et la formation, bien conscients du fait que la capacité de rivaliser d'un pays et d'une région dépend en premier lieu de la qualité des ressources humaines disponibles.

La question est que ces résultats ne suffisent pas à eux seuls et que l'Europe, dans son ensemble, doit maintenant traduire les conclusions du sommet de Lisbonne en objectifs concrets, sous peine d'une perte globale de compétitivité.

En d'autres termes il ne suffit pas de dire – comme à juste titre on l'a dit – que l'Union européenne entend devenir d'ici à la prochaine décennie, *« l'économie fondée sur la connaissance plus compétitive et plus dynamique du monde, capable de réaliser une croissance durable grâce à des emplois nouveaux et meilleurs et une plus grande cohésion sociale »*.

Il ne fait pas de doute, en effet, que le passage à une économie numérique, fondée sur la connaissance, dans la mesure où elle stimule la production de nouveaux biens et services, représente le facteur déclenchant d'une croissance qui pourra se prolonger dans le temps, assortie de répercussions positives sur le

niveau de l'emploi. Mais il est illusoire d'imaginer ces processus comme des événements spontanés ou n'exigeant pas un clair établissement des priorités, des investissements sûrs, une capacité compétente de programmation, et enfin la formation d'une classe dirigeante experte en ces matières. D'autre part c'est précisément la combinaison entre technologies avancées, nouveaux modules de formation et un contexte approprié de règles qui génère l'augmentation des occasions d'emploi tant dans les régions centrales que périphériques.

Une première échéance fondamentale dans ce domaine est le prochain Conseil Européen de Stockholm (23 et 24 mars). C'est en cette assise en effet que les lignes directrices élaborées à Lisbonne devront être ultérieurement concrétisées.

L'Italie se présentera à ce rendez-vous porteuse de la proposition de fixer de véritables objectifs à moyen terme des taux d'emploi pour l'Union ; 65% de détenteurs d'emploi à partir de 2005 (dont 55% de femmes) et le nouvel objectif d'employer des personnes plus âgées à partir de 2010. Ce deuxième objectif, en particulier, renforcerait nos efforts visant à augmenter la durabilité du système de sécurité sociale et à développer une approche active du problème du vieillissement. Ce serait donc un fait important si justement à Stockholm on approuvait une déclaration en matière de vieillissement actif (*active ageing*).

Naturellement, une politique pour l'emploi liée aux nouvelles technologies doit être associée à une plus forte cohésion sociale. En ce sens, nous pensons que le Conseil Européen doit inviter les Etats membres à produire des données actualisées sur les indicateurs sociaux, sous peine de vider toute la stratégie de Lisbonne de sa signification.

On ne peut pas non plus ignorer, face aux résultats que l'impact des nouvelles technologies de l'information a sur les revenus et la productivité, la question de l'écart numérique (*digital divide*). L'écueil à éviter est que ne diminue, au lieu d'augmenter, la compétitivité des petites et moyennes entreprises traditionnelles, surtout dans les régions les moins fortes, avec des répercussions négatives sur la croissance générale de l'économie européenne. Voilà pourquoi le Conseil Européen devrait favoriser l'utilisation la plus efficace possible des fonds structurels en vue d'interventions ciblées sur la diffusion de la connaissance informatique, en particulier dans les zones les plus désavantagées.

Le problème de fond, par conséquent, consiste à reconnaître l'importance des différences non seulement nationales mais aussi régionales afin d'atteindre les objectifs fixés par l'Union. Et ce parce qu'une économie fondée sur l'information constitue – comme je l'ai dit – une opportunité extraordinaire pour générer l'emploi aussi bien dans les régions centrales que périphériques ; mais pour exploiter à fond cette chance, une conjugaison de politiques structurelles, de

mesures régionales et d'incitations coordonnées au niveau local s'impose, de façon à favoriser la compétitivité effective de ces régions qui, à elles seules, auraient du mal à y parvenir.

Dans ce domaine également de nombreuses avancées ont été en tous cas réalisées.

Dans le midi de l'Italie (Mezzogiorno), pour ne citer qu'un exemple, certains pôles importants de la haute technologie ont été créés, des entreprises Nokia à Catane au centre de recherche de Bosh dans la province de Bari. Il s'agit d'expériences significatives de la nouvelle programmation requise ; l'intervention publique a permis d'identifier les régions les mieux adaptées à ce genre d'entreprises, à proximité de l'Université, de façon à favoriser l'interaction entre les laboratoires de recherche et une base technologique avancée. Les résultats ne se sont pas fait attendre, dès lors que – comme l'affirme le directeur de l'un des plus grands centres de production du secteur de la microélectronique qui a son siège en Sicile – il « n'existe pas d'ingénieurs aussi qualifiés et à des coûts aussi avantageux comme dans cette zone ».

Nous devons alors reconnaître qu'il incombe aux institutions européennes et aux divers gouvernements nationaux des tâches distinctes mais complémentaires.

Par exemple, il appartient à l'Union de concevoir un cadre normatif et juridique en matière d'intérêt commun, du commerce électronique à la vente à distance de services financiers, pour ne citer que certains thèmes de l'agenda de Lisbonne.

D'une façon plus générale, il faut pouvoir compter sur une intégration et une libéralisation complètes des marchés des télécommunications, avec un accès généralisé à l'Internet caractérisé par des tarifs non onéreux et une extrême rapidité.

Autant de conditions qui doivent être accompagnées d'une intégration plus poussée et d'une coordination plus efficace de la recherche. Des pays comme le nôtre ne peuvent assister impuissants à la fuite de leurs meilleurs cerveaux vers des contextes et des centres plus avancés. Et la technologie disponible, par ailleurs, permet, dès aujourd'hui, la mise en réseau des programmes avec la possibilité, dans de brefs délais, de rationaliser les ressources et d'optimiser les résultats.

En toile de fond restent, ensuite, les grandes coordonnées d'une politique d'intégration totale et de développement que chaque pays, et chaque gouvernement, doivent traduire en plans et projets d'investissement étalés sur plusieurs années.

C'est ici qu'entre en jeu le modèle social européen tel que nous l'avons connu jusqu'à présent. Et la possibilité de fixer de

nouveaux paramètres de référence – nouveaux objectifs qualitatifs – en matière d’instruction, de mobilité et de flexibilité, d’incitations aux entreprises, de développement des marchés financiers, de réforme des amortisseurs sociaux et de la protection sociale traditionnelle, nouvelle politique d’inclusion.

Sur chacun de ces chapitres il nous est possible d’approfondir un cadre programmatique, convaincus que chacun de ceux-ci est étroitement lié au développement des autres. Mais ce n’est pas sur cet aspect que j’entends m’attarder, entre autres pour respecter le temps de parole qui m’est imparti.

Il y a une question, par contre, qu’il me semble juste d’affronter, à savoir la récupération, à une époque caractérisée par la primauté des technologies et de la connaissance, de la vocation propre à une Europe méditerranéenne. J’entends la vocation historique, la fonction de passerelle lancée vers d’autres civilisations et d’autres cultures que des pays comme les nôtres ont exercée pendant des siècles, voire des millénaires.

Il y a une célèbre définition de Bloch selon laquelle l’Europe est érigée sur les cendres de l’Empire romain. Elle est donc issue de la lente fusion d’éléments nordiques et méditerranéens.

En d’autres termes, tant que survit la puissance d’Athènes, puis de Rome, l’Europe n’est pas en Europe mais – comme l’a écrit

Lucien Febvre – elle est dans la Méditerranée ; la civilisation européenne est la civilisation méditerranéenne.

Or, si nous inversons cette prémisse et la transposons à nos jours, nous pouvons raisonnablement affirmer que l'Europe sans la Méditerranée n'existe pas, en ce sens qu'elle n'est plus l'Europe, mais autre chose.

Notre histoire commune – c'est là la vérité – est une histoire de mélanges entre Nord et Sud, de migrations, d'échanges et d'influences linguistiques, religieuses, culturelles. Mais c'est là le levier de la civilisation européenne et non pas sa faiblesse.

Le problème consiste à comprendre le rôle que nous pouvons jouer dans le scénario mondial à l'aube de ce nouveau millénaire.

En termes plus directs, que doit être l'Europe méditerranéenne pour les pays qui lui sont adossés et pour ceux qui, sur l'autre rive, sont baignés par la même mer ?

Devons-nous être une barrière défensive, une muraille qui sépare deux mondes et deux ou plusieurs civilisations ?

Ou bien – comme cela a été longtemps le cas dans l'antiquité – une *porte*, un passage ouvert au courant des personnes, des biens, des idées ?

Il ne fait pas de doutes que la stratégie de l'élargissement d'une part et une prise de responsabilité politique et militaire vers les Balkans d'autres part ont sanctionné, au cours de ces dernières années, le choix de la deuxième voie.

Il faut cependant être bien conscients des implications qu'ouvre cette nouvelle place internationale que nous occupons désormais.

Il y a un saut de qualité que les pays de l'Europe méridionale peuvent faire sur ce terrain, et ce pour deux types de raisons. Parce que, après 1989 et dans la foulée de la démocratisation de l'Europe de l'Est, se sont peu à peu modifiés globalement les équilibres de la région européenne et balkanique, mais également parce que la mondialisation peut ouvrir des marchés, auparavant inaccessibles, à nos entreprises et à nos productions.

Nous pouvons même dire que la paix, le développement et l'extension d'une zone commerciale qui va bien au-delà d'une Europe à douze ou à quinze sont des processus destinés à avancer simultanément et à avoir des retombées positives au moyen et au long terme.

Ce qui signifie qu'une politique intégrée de défense et de sécurité communes, accompagnée d'une intégration maximale des

pays de cette région, dans le contexte politique et économique de l'Europe, pourra garantir non seulement l'obtention d'un équilibre stable dans un territoire historiquement exposé à des crises et à des turbulences plus ou moins périodiques, mais la mise en œuvre d'une stratégie d'unification de l'Europe fondée sur des bases différentes de celles du passé.

Pour conclure, c'est ainsi que je conçois les lignes directrices le long desquelles développer notre travail au cours des prochaines années à venir. Considérer le terrain de la formation et de la recherche comme la base incontournable sur laquelle fonder les nouveaux paramètres du développement et de l'intégration réelle de l'Europe méditerranéenne dans le cadre économique et social dont les phares politiques sont le Parlement de Strasbourg et la Commission de Bruxelles ; et d'autre part pour les pays intéressés – Grèce et Italie, *in primis* - poursuivre dans la voie empruntée, à savoir exercer des fonctions actives et riches en propositions afin de faire de cette région l'un des contextes les plus ouverts, les plus dynamiques et novateurs de la mondialisation.

Naturellement, beaucoup dépendra de ceux qui dirigeront ces processus.

S'il s'agit d'un bloc conservateur – ce même bloc qui manifeste, malheureusement, dans divers pays un élan intégriste et

nationaliste renouvelé – une involution culturelle, outre que politique de l'orientation indiquée, sera quasiment inévitable.

Tout autre sera le scénario si ce sont les cultures réformistes – et la gauche dans son ensemble – qui poursuivront l'action de gouvernement entreprise ces dernières années et qui s'est déjà concrétisée dans une série de résultats positifs et encourageants.

Mais sur ces aspects plus directement politiques nous aurons la possibilité de raisonner et de discuter également dans d'autres occasions.

Je vous remercie de votre attention.